

Si le message ne s'affiche pas correctement, veuillez cliquer [ici](#) pour obtenir la version de votre navigateur.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

No. 96
Décembre 2022

Paris - OCDE

Délégation suisse près l'OCDE



Chères lectrices, chers lecteurs,

Les conséquences de près de dix mois de guerre en Europe se font de plus en plus sentir dans les perspectives économiques et énergétiques de l'OCDE.

Pourtant les crises représentent aussi des opportunités à saisir : l'Agence Internationale de l'Énergie voit ainsi dans celle-ci l'occasion d'accélérer la transition vers les énergies renouvelables. De leur côté, les ministres de l'agriculture, lors de leur réunion, ont évoqué le passage vers une agriculture durable. La Suisse y était représentée par le Secrétaire d'État C. Hofer.

Dans cette nouvelle édition, vous trouverez par ailleurs un article sur les questions de genre à l'OCDE et sur la réunion ministérielle portant sur la gouvernance à laquelle a participé le Chancelier de la Confédération W. Thurnherr.

Je vous souhaite une bonne lecture et de joyeuses fêtes.

Giancarlo KESSLER

Ambassadeur, Représentant permanent
Délégation suisse près l'OCDE

CONTENU

[ÉNERGIE - La crise actuelle, catalyseur de la transition énergétique?](#)

AGRICULTURE - Bâtir des systèmes agricoles et alimentaires durables dans un environnement en mutation

GOUVERNANCE ET ÉGALITE DES GENRES - Les femmes encore sous-représentées dans les postes hauts placés

ÉCONOMIE - L'OCDE revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale

GOUVERNANCE - Instaurer la confiance et renforcer la démocratie

AUTRES PUBLICATIONS

CALENDRIER OCDE

ÉNERGIE

La crise actuelle, catalyseur de la transition énergétique?

Le 27 octobre dernier, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a présenté ses [Perspectives énergétiques mondiales 2022](#). Très attendu dans un contexte de crise, le rapport donne un aperçu des principales tendances sur les marchés de l'énergie. [L'intégralité du rapport](#) ou son [résumé](#) peuvent être consultés sur le site de l'AIE.

L'invasion russe de l'Ukraine a provoqué une crise sans précédent, de par ses dimensions mondiales et sa complexité. Selon l'AIE, elle marque un tournant et modifiera les marchés mondiaux de l'énergie à long terme. L'interruption des flux d'approvisionnement entre la Russie - le plus grand producteur mondial de combustibles fossiles - et son principal client, l'Europe, a suscité de graves turbulences sur les marchés mondiaux. Au cœur de cette situation, le prix du gaz qui a atteint des niveaux inattendus. Cela se traduit par une augmentation des factures d'électricité, notamment en Europe.

La montée en flèche des prix de l'énergie a renforcé une inflation déjà présente, facteur déterminant d'une économie mondiale au bord de la récession. Les gouvernements des pays industrialisés ont jusqu'à présent débloqué plus de 500 milliards de dollars afin de protéger les consommateurs et d'éviter les coupures d'énergie et la hausse des prix de l'énergie.

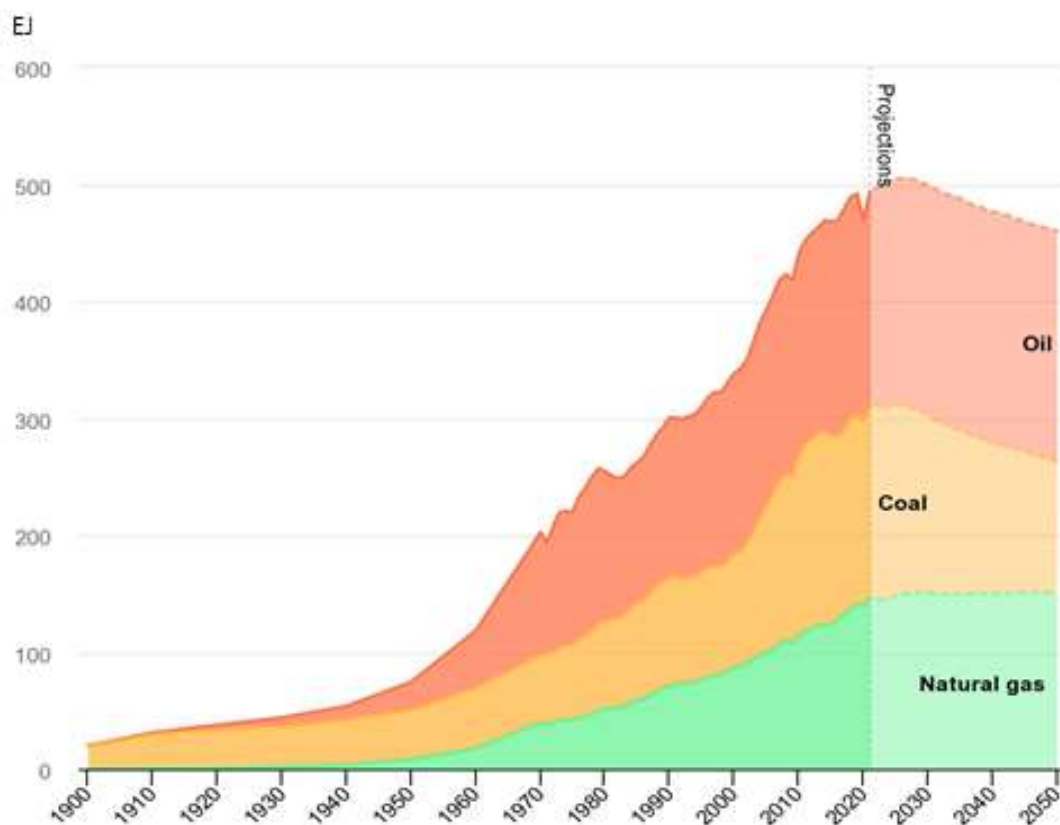
A moyen terme, toujours selon l'AIE, la crise énergétique servira de catalyseur au développement des énergies renouvelables. De nombreux pays misent de plus en plus sur ces énergies, non seulement pour des raisons écologiques, mais aussi pour s'émanciper d'une dépendance aux importations. Grâce au développement des énergies renouvelables, l'Europe pourra réduire ses importations de gaz et de pétrole de 20% d'ici à 2030. L'électricité sera le principal moteur de la prochaine transition énergétique. Les chaînes de création de valeur pour des technologies telles que l'énergie solaire ou les batteries restent incertaines. Il s'agit de garantir des capacités de production suffisantes, mais aussi de limiter la dépendance à certains pays exportateurs de matières premières ou de produits.

Les déclarations du rapport sur la transition énergétique restent encourageantes. Avec les

mesures adoptées par les gouvernements à ce jour, les investissements dans les énergies renouvelables augmenteront de plus de 50% d'ici à 2030. Le pic des combustibles fossiles devrait être atteint au niveau mondial avant 2030 (voir graphique). En première ligne, les réductions dans les pays industrialisés, comme le passage aux véhicules électriques. Toutefois, toujours selon les Perspectives énergétiques mondiales, malgré les mesures annoncées jusqu'à présent, l'objectif climatique de +1,5°C de réchauffement de la planète par rapport à l'ère préindustrielle ne sera pas atteint. Selon l'AIE, une nette augmentation des investissements dans les énergies renouvelables demeure nécessaire pour atteindre les objectifs climatiques. L'accent doit être mis sur les grands pays en développement et en particulier sur l'Afrique.

Résumé

[> retour haut de page](#)



[Demande de combustibles fossiles dans le scénario des politiques établies, 1900-2050, IEA](#)

Bâtir des systèmes agricoles et alimentaires durables dans un environnement en mutation

Plus de quarante-cinq ministres de l'Agriculture des pays membres et non-membres de l'OCDE se sont réunis à Paris les 3 et 4 novembre dernier autour du thème [Bâtir des systèmes agricoles et alimentaires durables dans un environnement en mutation : défis partagés, solutions transformatrices](#). Si cette question apparaît complexe, elle l'est d'autant plus dans un contexte de crise et d'insécurité alimentaires, provoquées par l'agression de l'Ukraine par la Russie et exacerbées par les graves sécheresses qui frappent plusieurs régions du monde. L'actualité récente n'a donc pas manqué de rappeler l'importance de l'agriculture pour relever les grands défis planétaires auxquels nous sommes confrontés. De plus, la réunion ministérielle de l'OCDE a eu lieu juste avant la vingt-septième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP27) à Charm el-Cheikh, et a permis aux ministres de l'Agriculture de débattre de la place du secteur de l'agriculture et de l'alimentation dans la lutte contre le changement climatique.

La Suisse, menée par le directeur de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) M. Christian Hofer nommé Secrétaire d'Etat, a joué un rôle actif et constructif pendant cette rencontre. Elle a participé aux réflexions visant à développer des solutions porteuses de transformations face au triple défi du secteur agricole, à savoir : assurer la sécurité alimentaire d'une population mondiale en augmentation ; fournir des moyens d'existence tout au long des chaînes d'approvisionnement alimentaire ; et renforcer la durabilité du secteur ainsi que son rôle dans l'atténuation des effets du changement climatique. La Suisse a également contribué à rendre possible l'adoption d'une Déclaration sur des solutions transformatrices pour des systèmes agricoles et alimentaires durables, qui servira de base pour le travail de l'OCDE ces prochaines années. En participant activement aux négociations en amont de la réunion, les experts de l'OFAG ont également permis de garantir que cette [Déclaration](#) corresponde à l'orientation définie par le Conseil fédéral dans son rapport sur l'orientation future de la politique agricole suisse.

[> retour haut de page](#)

[Réunion OCDE des Ministres de l'Agriculture 2022](#)



COMMUNICATION

La Délégation suisse près l'OCDE a son compte Twitter. Vous pouvez retrouver toute l'actualité de la Suisse à l'OCDE en suivant le lien [@SwitzerlandOECD](https://twitter.com/SwitzerlandOECD) .

Bon "gazouillage" !

ÉGALITÉ DES GENRES ET GOUVERNANCE PUBLIQUE

Les femmes encore sous-représentées dans les postes hauts placés

Le 10 novembre dernier, Mme Sylvie Durrer, directrice du [Bureau fédéral de l'Égalité entre femmes et hommes \(BFEG\)](#), a présenté à l'OCDE le travail du [Working Party on Gender Mainstreaming and Governance \(GMG\)](#) lors d'une rencontre du group of Friends of Gender Equality Plus. Le GMG, présidé par Sylvie Durrer, a été créé par le Comité pour la Gouvernance Publique. Il vise à approfondir le travail de l'OCDE sur l'égalité des genres. Sur la base de diverses données recueillies, d'analyses et d'examen par les pairs, il fournit à l'OCDE, au Comité et à ses Membres, un espace de coopération et un ensemble de recommandations pour promouvoir l'égalité hommes-femmes dans la gouvernance publique.

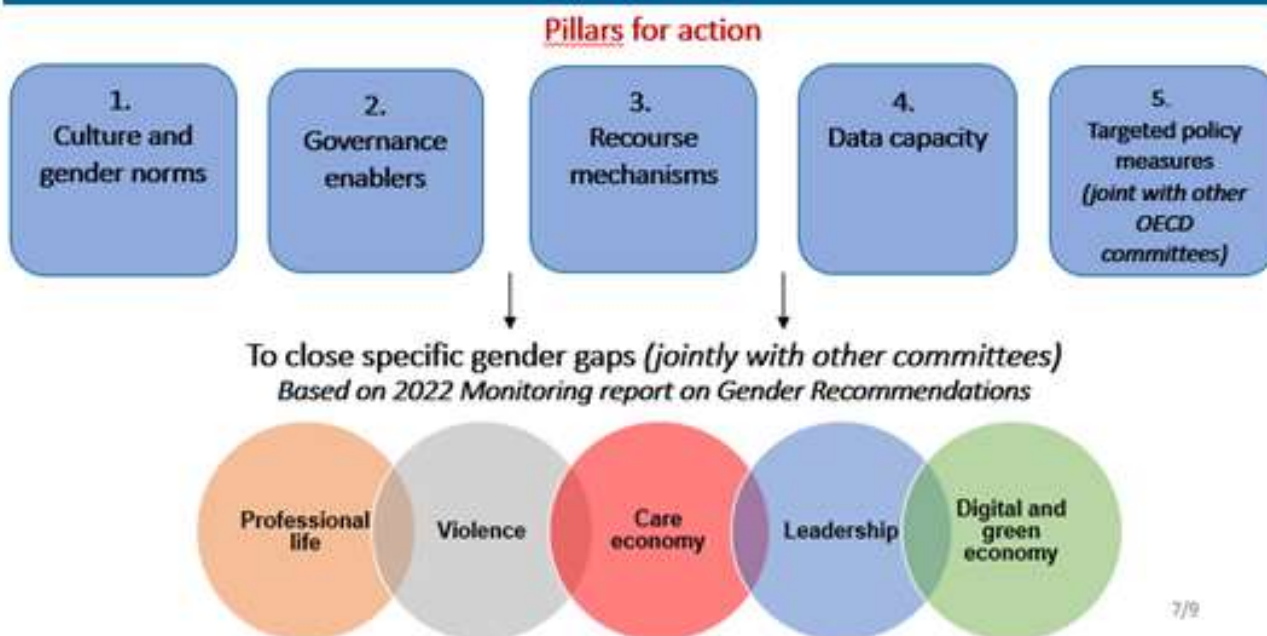
De nombreux défis restent encore à relever. Lors de la rencontre, M. Knudsen, Secrétaire Général adjoint, s'est dit alarmé par la baisse observée dans la proportion des femmes aux postes à haute responsabilité sur le plan international, baisse d'autant plus déconcertante qu'elle fait suite à plusieurs années de progrès. Mme Pilichowski, directrice de la Gouvernance Publique, a, quant à elle, abordé le thème de la digitalisation. Celle-ci représente à la fois une opportunité et une menace pour l'égalité hommes-femmes. Elle permet certes une diversification des formes de participation des femmes, entre autres sur les plans économiques, publics et politiques. Mais le cyber-harcèlement, la désinformation et l'inégalité d'accès aux plateformes numériques sont autant de facteurs entravant. Ces derniers visent particulièrement les femmes et freinent leur inclusion, à la fois professionnelle et sociale. Pour finir, l'Ambassadrice lithuanienne a évoqué les violences basées sur le genre, encore trop fréquentes, notamment dans la cadre du conflit actuel en Ukraine.

De quels outils l'OCDE dispose-t-elle pour inciter à un engagement au plus haut niveau sur ces préoccupations? En parallèle du travail du GMG, s'inscrit par exemple la [Reinforcing Democracy Initiative](#), discutée les 17 et 18 novembre derniers lors de la [Ministérielle sur la Gouvernance Publique](#). Elle comporte un axe dédié aux politiques de genre incitant les gouvernements à promouvoir une participation plus accrue des femmes aux institutions publiques. Les initiatives bilatérales ou concentrées sur une région s'avèrent particulièrement efficaces (par ex. la [MENA-OECD Platform on Gender Mainstreaming](#) ou les initiatives menées dans le cadre des « [country programmes](#) »), puisqu'elles permettent une approche sur mesure des enjeux locaux de gouvernance. Le travail de l'OCDE et de structures comme le GMG sur les problématiques liées au genre sont essentielles au maintien d'une gouvernance publique saine : comme le rappelle Mme Durrer, l'égalité de genre est un prérequis pour la démocratie.

[Égalité femmes-hommes à l'OCDE](#)

[> retour haut de page](#)

Potential directions of the GMG



Extrait de la présentation de Mme Durrer sur le GMG lors de la réunion FOGÉ+

ÉCONOMIE

L'OCDE revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale

Le 22 novembre, l'OCDE a publié ses dernières [Perspectives économiques](#) (Economic Outlook). Cette parution semestrielle analyse en profondeur les développements macroéconomiques mondiaux.

La guerre en Ukraine pèse sur les perspectives économiques mondiales

La poursuite de l'offensive menée par la Russie en Ukraine assombrit les perspectives conjoncturelles de l'économie mondiale. Dans ses Perspectives économiques, l'OCDE prévoit une croissance réelle de l'économie mondiale de 2,2% pour l'année 2023, ce qui correspond à une révision à la baisse de 0,6 points de pourcentage par rapport aux dernières perspectives économiques de juin 2022.

Des prévisions plus faibles, aussi pour la Suisse

L'OCDE a révisé à la baisse ses prévisions de croissance du PIB réel de la Suisse pour 2023 à 1,3% (contre 1,6% en juin). La Suisse n'échappera pas au ralentissement mondial et souffrira, entre autres, d'une demande mondiale plus faible. La situation sur le marché du travail reste certes solide et l'inflation stable et à un niveau relativement bas (T3 2022 : 3% en glissement annuel). Mais les indicateurs de l'activité économique

laissent de plus en plus présager d'un ralentissement plus marqué de la conjoncture l'année prochaine.

L'inflation se généralise

L'augmentation des prix de l'énergie, en particulier celui du gaz, s'est répercutée sur de nombreux produits de base via des effets de second tour. L'inflation s'est ensuite fortement propagée à l'échelle mondiale : la part des biens dont le prix nominal a augmenté de plus de 6% par rapport à l'année précédente s'est multipliée en un an dans la plupart des pays de l'OCDE. Aux États-Unis et dans la zone euro, cette proportion dépasse les 50%.

En Europe, le risque de pénurie d'énergie augmente

La réduction des importations d'énergie en provenance de Russie a fragilisé la situation de l'Europe, en particulier dans le secteur du gaz. Les réservoirs de gaz européens sont encore bien remplis pour cet hiver, car de nombreux pays se sont efforcés, à temps, de mettre en place des livraisons alternatives, avec pour conséquence l'augmentation des prix et l'exclusion des pays les moins prospères du marché gazier. Avec l'arrivée d'un hiver particulièrement froid ou des importations défaillantes, les réservoirs de gaz pourraient toutefois se vider plus rapidement que prévu. Le risque d'une pénurie d'énergie reste également important pour l'hiver 23/24, notamment en cas d'augmentation de la production industrielle mondiale. Celle-ci pourrait, par exemple, venir de Chine, où la demande a été freinée jusqu'à présent par la pandémie.

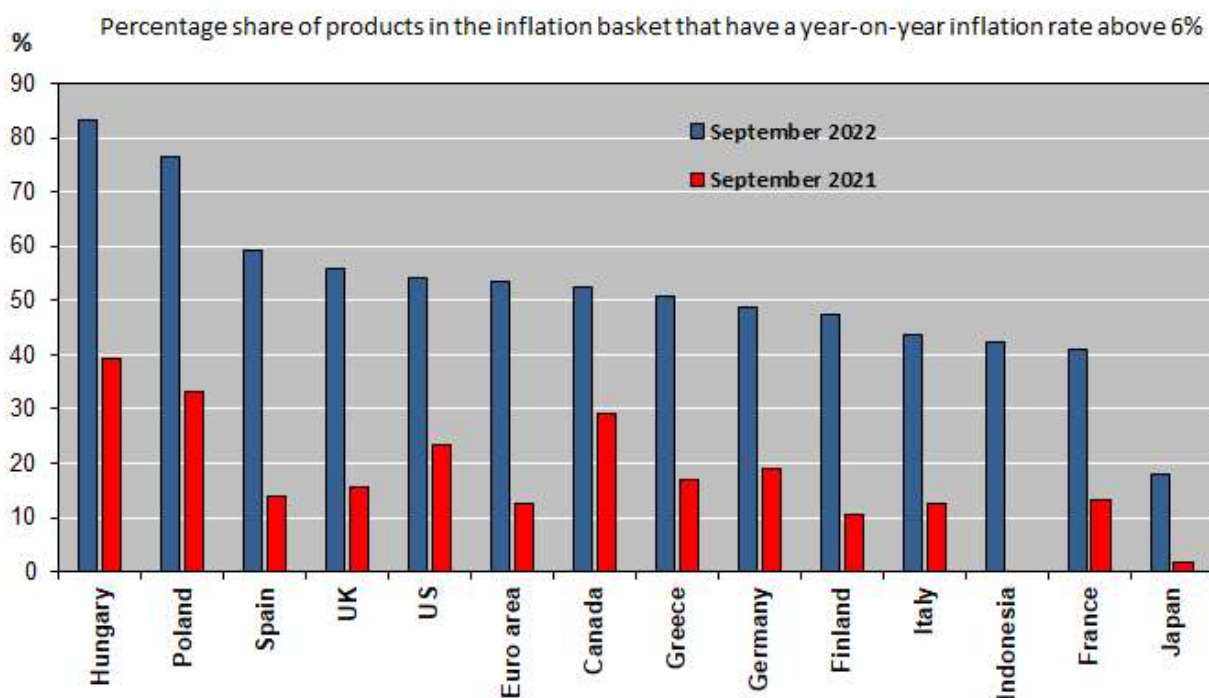
L'OCDE appelle à une mise en œuvre plus rapide des objectifs de zéro émission nette

Selon l'OCDE, les chocs énergétiques comme la crise actuelle peuvent entraîner à court terme une augmentation des émissions de CO2 dans le secteur de l'énergie. En effet, de nombreux pays sont contraints de recourir davantage aux combustibles fossiles. Une stratégie diversifiée et durable reste la meilleure protection contre les crises énergétiques futures. A cette fin, l'OCDE appelle à une mise en œuvre accélérée des objectifs de zéro émission nette et à des investissements indispensables dans la transition verte.

[> retour haut de page](#)

[Publication](#)

Inflation has become increasingly broad-based



Source: U.S. Bureau of Economic Analysis; Eurostat; Statistics Japan; U.K. Office for National Statistics; Statistics Indonesia; and OECD calculations.

GOVERNANCE

Réunion ministérielle du Comité de la gouvernance publique à Luxembourg : Instaurer la confiance et renforcer la démocratie

Des membres du gouvernement et des représentants des 38 pays de l'OCDE, de l'Union européenne et de quatre pays candidats se sont rassemblés les 17 et 18 novembre à Luxembourg lors d'une [réunion ministérielle](#) intitulée « [Instaurer la confiance et renforcer la démocratie](#) » et présidée par la ministre luxembourgeoise de la Justice, Sam Tanson.

Le chancelier fédéral Walter Thurnherr a représenté la Suisse aux séances plénières ainsi qu'à une session parallèle intitulée « Transformer la gouvernance publique au service de la démocratie numérique ». Il est intervenu sur la question de l'identité électronique (e-ID) et de la collecte électronique des signatures, autant d'exemples actuels de la lente numérisation du système politique suisse.

La réunion avait, pour thème principal, la confiance des citoyens dans les institutions d'État. Les ministres ont débattu des mesures à prendre pour relever cinq défis majeurs en matière de gouvernance dans nos démocraties : lutter contre la désinformation et les fausses informations ; garantir la participation à la vie publique ; assumer la responsabilité des gouvernements et renforcer la résilience face aux

ingérences étrangères ; la "gouvernance verte", c'est-à-dire la capacité des démocraties à répondre à l'enjeu climatique et aux autres défis environnementaux ; transformer la gouvernance publique au service de la démocratie numérique.

Les discussions ont été étayées par les résultats de l'enquête de l'OCDE. Celle-ci s'est employée à mesurer la confiance des citoyens dans leurs institutions publiques. Dans nos démocraties, on a observé à la fois un certain degré de confiance et une part de méfiance de la population dans les pouvoirs publics. Par ailleurs, on observe qu'une confiance élevée dans les institutions d'État ne serait pas l'exclusivité des démocraties. Vingt-deux pays ont répondu à l'enquête (la Suisse, en revanche, n'y a pas participé).

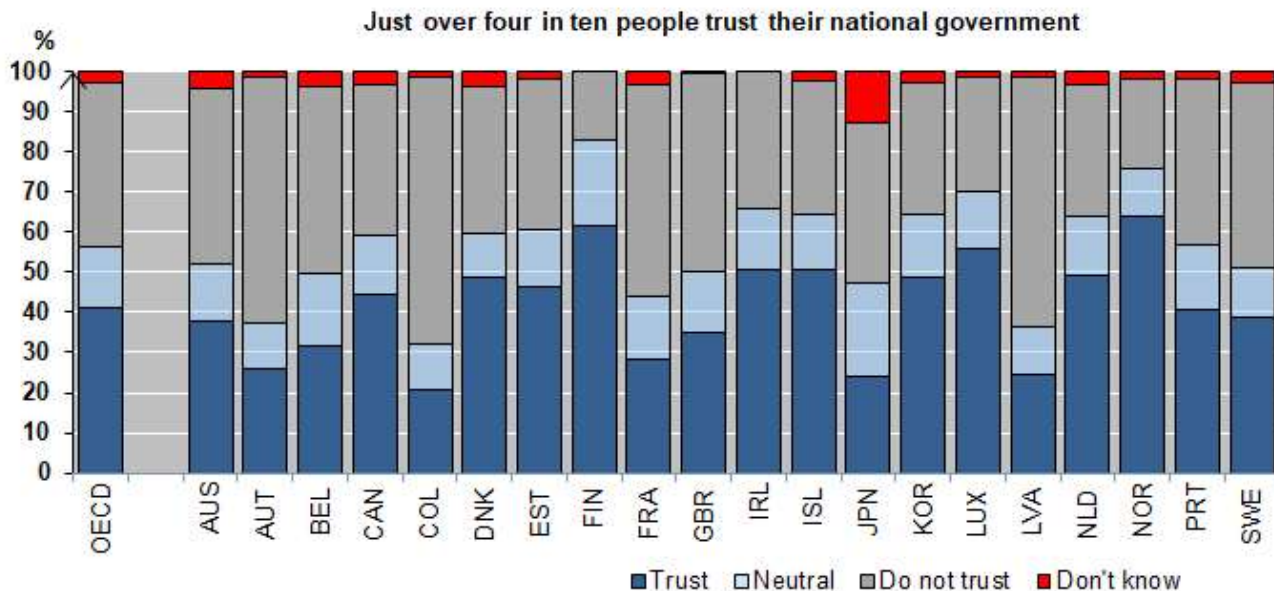
Quant à la numérisation, au-delà des avantages qu'elle présente, les politiques publiques se heurtent aussi à ses limites : lors de la réunion, les difficultés d'accès de certaines minorités (les personnes en situation de handicap par exemple) ont été évoquées. Souvent, celles-ci ne veulent ou ne peuvent pas recourir au numérique. Les propositions émanant des administrations restent parfois mal accueillies des citoyens ou avec méfiance, étant trop éloignée d'eux ou n'ayant pas été suffisamment validées scientifiquement. Dans nos sociétés, l'école reste un facteur décisif pour former les citoyens à adopter des comportements en ligne plus responsables et plus maîtrisés. En effet, de telles compétences de discernement s'acquièrent souvent en milieu scolaire.

La réunion ministérielle a donné lieu à l'adoption de la [Déclaration de Luxembourg sur l'instauration de la confiance et le renforcement de la démocratie](#). Outre des déclarations générales sur les principes de la démocratie et de la gouvernance, la déclaration renvoie à des plans d'action concrets pour lutter contre la désinformation, les fausses informations ou la gouvernance verte.

Au cours des dix-huit prochains mois, d'autres plans d'action devraient être élaborés pour assumer la responsabilité de la gouvernance mondiale, renforcer la résilience face aux ingérences au niveau international et transformer l'administration publique au service d'une démocratie numérique. Un "OECD DIS/MIS Information Resource Hub" doit être également lancé pour aider les gouvernements à adopter une approche englobant l'ensemble des gouvernements, des médias et des organisations de la société civile en matière d'intégrité dans le domaine de l'information.

[Publication](#)

[Retour haut de page](#)



Source: OECD Trust Survey (<http://oe.cd/trust>)

AUTRES PUBLICATIONS

26 Novembre 2022 : Multilateral Development Finance 2022

22 Novembre 2022 : Promoting health and well-being at work, policy and practices

21 Novembre 2022 : Education policy outlook 2022

10 Novembre 2022 : Global outlook on financing for sustainable development 2023

7 Novembre 2022 : The climate action monitor 2022

CALENDRIER OCDE

13. - 15. December 2022 - In-person event, Gran Canaria, Spain

OECD Digital Ministerial [en savoir plus...](#)

Rédaction: Raia Del Vecchio, Annabelle Dussart-Riant

Contributions: Nicolas Descoedres, Basil Stamm, Johanna Lanitis, Irina Martin, Lorenz

Kammermann, Clélia Jeandin.

CONTACT

Délégation suisse près l'OCDE
28, rue de Martignac
F-75007 Paris
+33 1 49 55 74 50

paris.ocde@eda.admin.ch | www.eda.admin.ch/paris_ocde

[adapter le profil](#) | [se désinscrire](#)

Copyright © 2017 DFAE. Tous droits réservés.

